

N° 4464^{3A}

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

PROJET DE LOI

portant

- création et organisation de la profession de géomètre officiel;
- création d'un ordre luxembourgeois des géomètres;
- modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie;
- modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(9.3.1999)

En date du 21 août 1998, le Conseil d'Etat a été saisi par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, d'un projet de loi portant

- création et organisation de la profession de géomètre officiel;
- création d'un ordre luxembourgeois des géomètres;
- modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie;
- modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété.

A la date du 28 octobre 1998, le Conseil d'Etat a été saisi de l'avis de la Chambre d'agriculture et le 24 novembre 1998 de l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics. Le 5 février 1999, le Conseil d'Etat a été saisi de l'avis de la Chambre de commerce.

Le projet de loi se compose de quatre parties.

La première partie vise à créer et à organiser la profession de géomètre officiel, la deuxième porte création d'un ordre luxembourgeois des géomètres, la troisième a pour objet de modifier la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du cadastre et de la topographie, la quatrième a pour objet de modifier la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété.

S'il existe une connexité certaine entre les deux premiers objectifs poursuivis par le projet de loi et qui font l'objet de ces parties I et II, les deux derniers objectifs, figurant dans le texte du projet comme parties III et IV, n'ont qu'un rapport très lointain avec les deux premiers.

Comme la modification que le projet entend apporter à la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété revêt un caractère d'urgence évident alors que le délai d'identification des immeubles en copropriété de l'ancien régime, tel que prévu par la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété, vient à échéance le 1er avril 1999, le Conseil d'Etat, en raison de la nécessité que requiert de ce fait l'évacuation rapide de cette modification, se limite à l'heure actuelle à porter son avis sur la quatrième partie du projet de loi.

L'intitulé du projet devra donc être libellé comme suit:

„Projet de loi portant modification de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété“

Cette modification a pour seul objet de proroger jusqu'au 31 mars 2004 le délai de 10 ans mentionné à l'article 4, premier alinéa, première phrase, de la prédite loi.

Le Conseil d'Etat approuve cette prorogation pour les raisons qui sont indiquées dans l'exposé des motifs.

Le texte ne soulève de sa part aucune autre observation sauf qu'il y a lieu de changer de numérotation le texte proposé qui constitue l'article unique du projet de loi modifiant la loi du 19 mars 1988.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 mars 1999.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Paul BEGHIN